

ANNEXE MÉTHODOLOGIQUE

République centrafricaine

En coopération avec les partenaires sectoriels, groupes de coordination et autres partenaires humanitaires et sous le mandat de l'ICCG, REACH a réalisé, pour la troisième année consécutive, une évaluation multisectorielle des besoins (MSNA) sur l'ensemble du territoire de la République centrafricaine (RCA) et au sein de différents groupes de population dans l'intention de contribuer à la compréhension des conditions de vie des populations et dans le but d'informer le cycle de programmation humanitaire pour HNO/HRP 2022.

Objectifs

Général

Mettre à disposition de la communauté humanitaire des données permettant une compréhension holistique de la sévérité des besoins intersectoriels des populations affectées par la crise centrafricaine sur l'ensemble du territoire centrafricain afin d'informer le Cycle de Programmation Humanitaire 2022.

Spécifiques

- Mieux comprendre les conditions de vie des populations affectées par la crise centrafricaine dans les 72 sous-préfectures du pays ;
- Mettre à disposition de la communauté humanitaire des informations permettant d'informer la sévérité sectorielle et intersectorielle des besoins pour chacune des 72 sous-préfectures ;
- Mettre à disposition de la communauté humanitaire des informations afin de comprendre les variations et différences existantes entre les différents groupes de populations suivants : personnes déplacées internes (PDI) en site et lieu de regroupement, PDI en famille d'accueil, ménages retournés ou rapatriés et population non-déplacée au niveau des 17 préfectures du pays ;
- Comprendre les facteurs sous-jacents expliquant la sévérité des besoins entre les différentes zones et groupes de populations évalués ;
- Comprendre l'évolution des besoins de la population centrafricaine par rapport aux MSNA conduites en 2019 et en 2020.

Questions de recherche

- Quel est le niveau d'accès, de besoins et de vulnérabilité indépendamment du groupe de population par sous-préfecture et par secteur ?
- Quel est le niveau d'accès, de besoins et de vulnérabilité pour chaque groupe de population par préfecture et par secteur ?
- Quels sont les facteurs pouvant expliquer la sévérité des besoins par zone évaluée (sous-préfecture ou préfecture) ou type de zone (rurale ou urbaine)¹ et groupe de population ?
- Quelles sont les différences observées entre les différents groupes de population et entre les différentes zones et types de zone évaluées ?
- Quelle forme d'assistance les populations affectées souhaitent-elles recevoir et dans quelle mesure les différents groupes de population ont-ils accès à une assistance humanitaire adaptée à leurs besoins ?

¹ Le plan d'échantillonnage n'a pas prévu un niveau de stratification pour les zones rurales et urbaines, mais des analyses peuvent être réalisées pour comparer le niveau de besoin dans les deux types de zones.

- Comment évoluent les besoins des populations par rapport aux deux dernières années grâce à une comparaison entre les résultats des MSNA 2019, 2020 et 2021 ?

Périmètre de l'évaluation

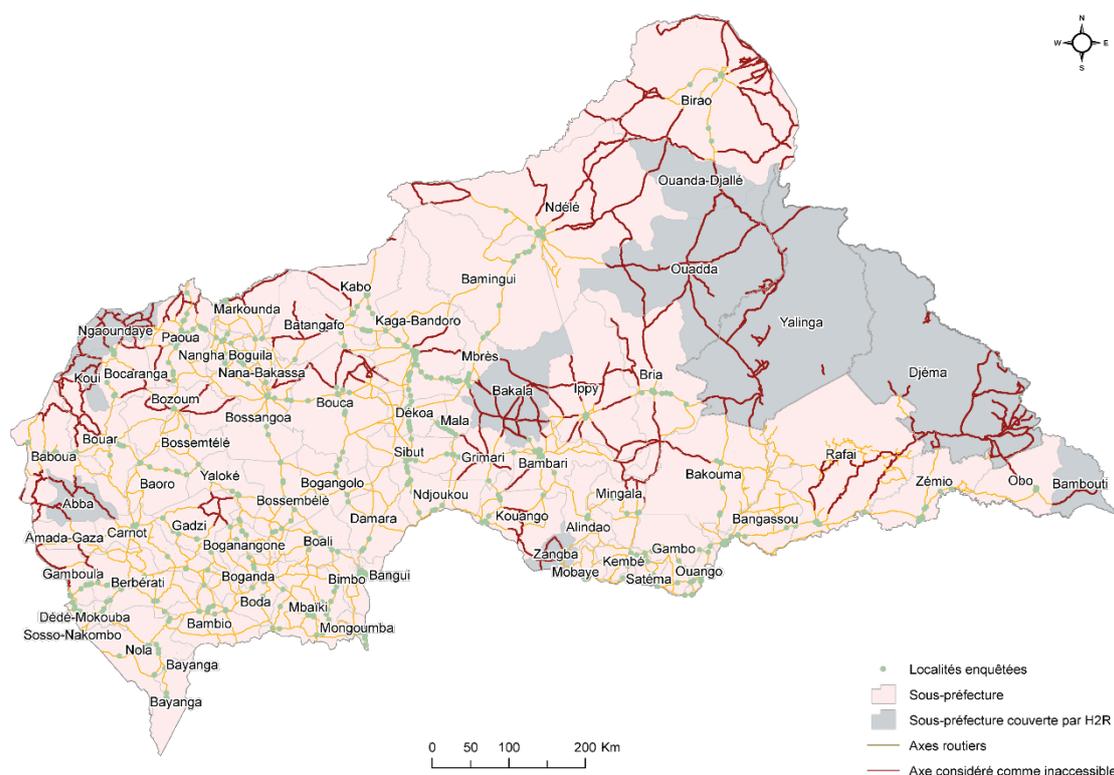
Bien que l'ensemble des 72 sous-préfectures du pays soit couvert par la MSNA, les difficultés d'accès à la fois logistiques et sécuritaires ont entraîné la prédéfinition comme inaccessibles de 6 sous-préfectures, et qui ont par conséquent été retirées de l'échantillonnage des enquêtes ménages : Bambouti, Djéma, Kouï, Ngaoundaye, Ouadda et Yalinga. À ces sous-préfectures prédéfinies se sont ajoutées durant la collecte les sous-préfectures de Abba, Bakala, Ouanda Djallé et Zangba. Ces sous-préfectures ont été évaluées selon la méthodologie *Hard-to-Reach*², c'est-à-dire à travers des entretiens réalisés en personne dans les zones accessibles, auprès d'informateurs clés choisis en fonction de leurs connaissances des localités difficiles d'accès. Par ailleurs, au sein même des sous-préfectures définies comme accessibles, certaines zones demeurent hors d'accès d'un point de vue logistique ou sécuritaire et ne sont donc pas couvertes. Les données finales ne sont donc représentatives que des populations résidant dans les zones où des enquêtes ménages ont pu être menées. La généralisation des résultats, par sous-préfecture ou préfecture, et leur interprétation doit tenir compte de cette limitation.

Quatre groupes de population distincts ont été définis :

- **Population non déplacée** – toutes les personnes qui, le temps de l'enquête, ne sont pas dans une situation de déplacement (inclus le retour) en raison de la crise
- **Population déplacée en site et lieu de regroupement** – toutes les personnes qui ont déplacé en raison de la crise et qui résident actuellement dans les sites et autres lieux de regroupement ;
- **Population déplacée en famille d'accueil** – toutes les personnes qui ont été déplacées en raison de la crise et qui résident aujourd'hui en communauté d'accueil ;
- **Population retournée / rapatriées** :
 - *Population retournée* – toutes les personnes qui sont volontairement retournées dans leurs zones d'origine, cela ne signifie pas nécessairement qu'elles ont rejoint / retrouvé leurs maisons d'origine, ni qu'elles sont exactement dans la même localité (certaines ayant brûlé, des retournés ont reconstruits des villages à proximité immédiate de leurs anciens lieux d'habitat) ;
 - *Population rapatriée* – toutes les personnes qui sont retournées chez elles, ou sont en cours de retours, après avoir passée plusieurs semaines dans un pays étranger. Pour être qualifié de rapatriés / retournés de l'étranger il y a un nécessaire franchissement de frontières, entre un pays étranger vers la République centrafricaine.

Les enquêtes sont réalisées avec un membre du ménage âgé d'au moins 18 ans et ayant la plus grande connaissance des besoins de tous les membres de son ménage.

² Voir section [Données primaires collectées auprès d'informateurs clés \(IC\) dans les sous-préfectures inaccessibles \(méthode Hard-to-Reach\)](#).

Figure 1. Couverture géographique de l'évaluation

Données nutritionnelles

En lien avec les acteurs concernés, notamment le Cluster Santé-Nutrition, REACH a également collecté des données anthropométriques³ dans 23 sous-préfectures définies par les partenaires comme prioritaires. Cette collecte de données a suivi la méthodologie de la SMART rapide, avec un minimum de 25 grappes de 10 ménages dans chacune des sous-préfectures sélectionnées.

Revue des données secondaires

Les données Geopode⁴ ont été utilisées pour identifier les frontières des localités en RCA. Les localités qui dépassent 1 km² ont été divisées en polygones. La taille de la population non déplacée dans chaque polygone a ensuite été estimée sur la base de données développées grâce aux cartes hautes résolutions de densité de population et aux estimations démographiques réalisées par *Facebook for Good* et le Centre pour le réseau international d'information sur les sciences de la terre (*Center for International Earth Science Information Network, CIESIN*) datant d'octobre 2018⁵. Cette base de données a pu être comparée par le Programme d'applications satellitaires opérationnelles (UNOSAT) de l'Institut des Nations unies pour la formation et la recherche (UNITAR) en juin 2019 avec une autre base de données d'estimation de la population, développée par WordPop⁶, et s'est révélée être plus

³ Mesure du périmètre brachial (MUAC) et observation des œdèmes sur les enfants ayant entre 6 et 59 mois, ainsi que mesure de la MUAC sur les femmes en âge de procréer.

⁴ [Geopode. Geographic, population & demographic data](#)

⁵ [Central African Republic: High Resolution Population Density Maps + Demographic Estimates](#), HDX, FACEBOOK – updated in April 2019.

⁶ [Central African Republic population 2020](#), Population Counts, WordPop, Date of production : 2018-11-01.

en ligne avec des données satellitaires Sentinel plus récentes de *Google Earth Engine* (GEE). Ces données ont ensuite été croisées avec les données de population de OCHA de 2020 au niveau préfectoral, ainsi qu'avec la liste mise à jour des localités recensées de RCA⁷. Faut de données plus récentes ou plus robustes, cette base de données est utilisée pour l'estimation de la population non déplacée par localité. De plus, les données présentes dans la base de données de Facebook et du CIESIN recensent également des données concernant des villages ne se trouvant pas dans la base de données OCHA.

Le nombre de ménages PDI vivant sur site ou lieu de regroupement a été mise à jour par le cluster national abris/NFI/CCCM en avril 2021 et couvre la totalité des sites connus en RCA.

Les tailles des deux autres groupes de population (PDI en famille d'accueil et ménages retournés / rapatriés) sont basées sur les données de la Commission de mouvements des populations (CMP) de l'Agence des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR) au niveau sous-préfectoral. Les informations par localité sont disponibles pour 11 préfectures dans les données de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) à travers le *round 11* d'une Matrice de suivi des déplacements (DTM), rassemblant des données collectées entre le 15 novembre et le 15 décembre 2020. Pour les six sous-préfectures non couvertes par la DTM⁸, l'information sur la taille de la localité sera collectée sur le terrain auprès des chefs de communauté et permettra une pondération lors de la phase d'analyse. Toutefois, afin de préparer l'échantillonnage complet en amont de la collecte, la taille de ces deux groupes de population par localité a été estimée. Premièrement, des retours de la part de partenaires présents sur le terrain quant à l'absence de certains groupes de population ont permis d'exclure certaines localités de l'échantillonnage. Ensuite, les données de la CMP de 2020 étant disponibles au niveau sous-préfectoral et par localité pour les déplacements ayant eu lieu entre janvier et avril 2021, une estimation en deux étapes a été faite. Les données agrégées de 2020 de la CMP ont été distribuées proportionnellement à la taille de la population des ménages non déplacés dans chaque localité, puis les données de 2021 au niveau des localités y ont été ajoutées.

D'autres évaluations, notamment celle produites par le Mécanisme de réponse rapide (RRM), ainsi que les informations remontées par certains partenaires terrains, notamment les sous-bureaux d'OCHA, ont été utilisées pour trianguler et compléter les données utilisées pour la préparation de l'échantillonnage de l'évaluation.

Stratégie d'échantillonnage

L'échantillonnage a été créé afin d'obtenir deux niveaux de représentativité différents :

- Données MSNA (sans les données anthropométriques) : niveau de confiance de 92% et d'une marge d'erreur de +/-10% au niveau de la sous-préfecture et au niveau de la préfecture pour chaque groupe de population. Une marge de 15% pour chacune des strates a été incluse afin d'assurer ce niveau de représentativité et de pallier la perte de données lors de la phase de nettoyage ;
- Données anthropométriques : niveau de confiance de 95%, avec une marge d'erreur de +/-5.3%⁹ au niveau de la sous-préfecture.

Afin d'atteindre ce niveau de représentativité, une méthodologie d'échantillonnage en grappes stratifiées en 2 étapes a été appliquée. Cette méthodologie a été choisie afin de garantir la faisabilité de l'étude au vu des difficultés logistiques et sécuritaires dans le pays car elle permet de visiter un

⁷ [Central African Republic - Villages and Towns with administrative classification of Central African Republic](#), HDX, OCHA – updated in August 2018 - liste mise à jour dans les zones couvertes par l'activité sur le Suivi de la situation humanitaire (HSM) des zones difficiles d'accès menée par REACH depuis 2019 dans le sud-est (Basse-Kotto, Mbomou, Haut-Mbomou), nord-est (Vakaga) et nord-ouest (Ouham-Pendé et Ouham). Voir les [termes de référence](#) du projet pour les détails des axes et des macro-zones ciblées.

⁸ À savoir la Kémo, la Lobaye, la Nana-Mambéré, l'Ouham, la Sangha-Mbaéré et la Vakaga.

⁹ Avec un taux attendu de malnutrition globale aiguë (GAM) de 10% parmi les enfants entre 6 et 59 mois et des données collectées sur au moins 200 enfants par sous-préfecture.

nombre prédéfini de localités dans des zones elles-mêmes prédéfinies comme accessibles. Elle a de plus l'avantage d'être relativement flexible et peut donc être adaptée si la situation du pays évolue. Cette méthodologie possède néanmoins l'inconvénient de nécessiter la connaissance en amont de la collecte de données de la présence et de la taille des différents groupes dans les localités du pays. Cette information n'étant pas disponible sur une partie du territoire pour certains groupes de population (PDI en famille d'accueil et retournés / rapatriés dans les zones non couvertes par la Displacement Tracking Matrix – DTM – de l'Organisation internationale des migrations – OIM), l'hypothèse est faite que les différents groupes de population sont répartis de manière proportionnelle au nombre de populations non déplacées par rapport au total d'habitants pour chacun des groupes présents dans la sous-préfecture – la taille par groupe de population étant connue au niveau sous-préfectoral à travers la Commission des mouvements de population (CMP).

Pour plus d'informations sur l'échantillonnage, veuillez consulter les [Termes de références](#).

Données primaires collectées auprès d'informateurs clés (IC) dans les sous-préfectures inaccessibles (méthode Hard-to-Reach)

Afin d'avoir des données informatives sur les besoins des habitants vivant dans les sous-préfectures non accessibles (voir tableau ci-dessus), un questionnaire miroir à celui utilisé dans les zones accessibles a été développé. Il renseigne les mêmes indicateurs, mais au niveau des localités, et non des ménages, comme dans les sous-préfectures accessibles.

Des « informateurs clés » (IC) ayant une connaissance approfondie d'une localité se situant dans les zones inaccessibles sont identifiés avec la méthodologie d'échantillonnage en boule de neige. L'échantillonnage n'est donc pas probabiliste mais les personnes enquêtées sont spécifiquement choisies pour leur niveau de connaissance des zones ou localités ciblées. Un minimum de 30 IC par sous-préfecture est interrogé et un minimum de 30% des localités de la sous-préfecture doit être évaluée. Ces IC doivent répondre à l'une de trois conditions suivantes : 1) Une personne arrivée récemment d'un village difficile d'accès (depuis moins de 30 jours) ; 2) Une personne présente dans la zone difficile d'accès pouvant être jointe par téléphone ; 3) Une personne en contact récent (depuis moins de 30 jours) avec des habitants d'une localité difficile d'accès.

À l'issue de la collecte, l'analyse fournit une estimation de la sévérité des besoins des populations vivant dans la sous-préfecture, qui sera réalisée et comparée, à titre informatif, avec les différentes sous-préfectures accessibles. Les résultats obtenus sont considérés pour la majorité des habitants, et ne peuvent donc pas être désagrégés par groupes de population. Néanmoins, bien que l'estimation des besoins des différents groupes de population au niveau de la préfecture soit basée sur les données collectées auprès des ménages des sous-préfectures accessibles, l'hypothèse est faite que les besoins par groupe sont similaires dans les sous-préfectures non accessibles de la même préfecture. Les résultats doivent ainsi s'interpréter avec précaution.

Collecte de données

La collecte de données auprès des ménages s'est déroulée entre le 19 juin et le 26 août 2021 pour un total de **13 325 enquêtes ménages et 638 entretiens avec des informateurs clés** après nettoyage. Le contrôle de qualité des données a eu lieu tout au long de la collecte des données au niveau du bureau de coordination REACH à Bangui et au niveau du siège d'IMPACT Initiatives, avec des retours réguliers aux équipes sur le terrain. Action contre la faim (ACF), ACTED, le CICR, Danish Refugee Council (DRC), International Rescue Committee (IRC), Handicap international (HI), Norwegian Refugee Council (NRC), INTERSOS, OCHA et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) ont fourni un appui logistique important aux équipes de REACH pendant les phases de formation ou de collecte des données.

Analyse

Les résultats présentés sont basés sur le cadre analytique défini par REACH, dont les principaux composants sont :

- **LSG « manque en termes de niveau de vie »** : signifie un besoin non satisfait dans un secteur donné. Pour chaque secteur et ménage, le LSG a été calculé en agrégeant les indicateurs de besoins non satisfaits.
- **CG « manque de capacité »** : signifie que des stratégies d'adaptation négatives et non durables sont utilisées pour répondre aux besoins. Les ménages qui n'ont pas été identifiés comme ayant un LSG ont pu maintenir leur niveau de vie en utilisant des stratégies d'adaptation négatives.
- **Vulnérabilités préexistantes** : les ménages sont plus vulnérables que d'autres en fonction des caractéristiques des membres composant le ménage et que ces ménages pourraient être plus à risque de faire face à un besoin. Afin de mieux comprendre cette corrélation et d'analyser les coexistences entre vulnérabilités préexistantes et les besoins, un score de vulnérabilité a été défini basé sur des indicateurs de composition du ménage, désigné par le terme.
- **Sévérité** : un score de sévérité, sur une échelle de 1 (aucun/minimal) à 4+ (très extrême), a été utilisé pour définir la sévérité attribuée à chaque ménage.
- **L'ampleur** est le pourcentage de ménages qui ont des besoins, indiquant donc la proportion de ceux qui ont un LSG avec un score de sévérité de 3 ou plus.

L'indice des besoins multisectoriels (MSNI) est une mesure de la sévérité globale des besoins humanitaires d'un ménage (exprimée sur une échelle de 1 à 4+) basée sur le score de sévérité LSG le plus haut identifié au sein de chaque ménage. Un ménage est défini comme ayant des besoins multisectoriels s'il a un score de sévérité du MSNI de 3 ou plus. Le score MSNI final est donc identique si le ménage a un LSG dans un seul secteur en particulier ou plusieurs LSG concomitants dans différents secteurs. Si cette méthode est pertinente du point de vue de la planification de la réponse humanitaire au niveau global (si un ménage a des besoins extrêmes dans un secteur, ceci implique la mise en œuvre d'une intervention humanitaire quelle que soit la concomitance des besoins sectoriels), des analyses supplémentaires se doivent d'être conduites pour comprendre les différences d'ampleur en matière de sévérité entre les différentes strates analysées.

Figure 2. Identification des LSG par secteur (exemple)



Les résultats présentés ici s'enrichissent de l'analyse d'autres variables clés, comme la répartition des ménages avec des besoins multisectoriels ayant des besoins dans chacun des secteurs (c'est-à-dire les LSG déterminant le score MSNI) et la répartition des ménages avec des besoins multisectoriels en fonction du nombre total de LSG sectoriels, permettant ainsi de déterminer les profils de besoins les plus communs en termes de combinaisons de LSG. En outre, des indicateurs spécifiques et des analyses par sept niveaux de désagrégation ont été présentés afin d'approfondir l'analyse et élargir l'éventail des hypothèses d'interprétation.

Finalement, les analyses ont été conduites en appliquant un système de pondération aux données brutes basé sur la taille de la population des localités évaluées. Toutes les analyses ont été validées par le département de recherche d'IMPACT Initiatives sur la base des procédures internes de validation des produits.

Comparaison avec la MSNA 2020

La MSNA de 2020 se basait sur des concepts analytiques similaires. Toutefois, la méthodologie utilisée en 2021 pour identifier les LSG, les ménages avec des besoins multisectoriels et d'autres composantes a été modifiée en fonction des leçons apprises du cycle de recherche précédent. De

plus, des changements en ce qui concerne la stratégie d'échantillonnage et la collecte de données ont été faits sur la base de la mise à jour de la liste des zones accessibles du point de vue logistique ou sécuritaire. De ce fait, **la comparaison avec les résultats des années précédentes (2019, 2020) est limitée et ne peut être considérée qu'indicative de tendances plus générales.**

Principales considérations éthiques et risques connexes

Les chargés de terrain et les enquêteurs ont été formés aux principes de base du « *Do No Harm* » avec un module l'éthique et bonnes pratiques durant la collecte, comme :

- Respecter les participants, leurs droits et leur dignité (en particulier, en demandant un consentement éclairé, en concevant la durée de l'enquête/ de la discussion tout en tenant compte du temps des participants, en assurant une juste restitution des informations fournies) ;
- Ne pas exposer les personnes chargées de la collecte à des risques résultant directement de leur participation à la collecte de données ;
- Ne pas exposer les participants / leurs communautés à des risques résultant directement de leur participation à la collecte de données ;
- La collecte d'informations n'inclut pas des sujets spécifiques que puissent être stressants et/ou re-traumatisants pour les participants (soit les répondants, soit les personnes chargées de la collecte des données) ;
- N'implique pas la collecte de données auprès de mineurs, entendue comme toute personne de moins de 18 ans¹⁰ ;
- N'implique pas la collecte de données auprès d'autres groupes vulnérables, par exemple les personnes avec un handicap, les victimes/survivants d'incidents de protection, etc.¹¹ ;
- Suivre les SOP d'IMPACT pour la gestion des informations personnelles identifiables.

Difficultés et limitations

- **Couverture géographique partielle** : certaines zones ont dû être exclues en amont de la collecte de données auprès des ménages et d'autres localités prévues par l'échantillon n'ont pas pu être couvertes. Cela est dû à la volatilité du contexte sécuritaire, qui a parfois mené à des détériorations soudaines de la situation dans certaines zones. Les résultats ne sont pas représentatifs pour les zones exclues de l'échantillonnage. Les données finales ne sont ainsi représentatives que des populations résidant dans les zones où des enquêtes ménages ont pu être menées.
- **Période de collecte de données** : les résultats sont tributaires de la période de collecte de données, qui se déroule en saison des pluies, et correspondent à la situation des ménages au moment de la collecte de données. Les besoins des ménages peuvent varier significativement en fonction de la saison.

¹⁰ Des données anthropométriques (MUAC) sont collectées sur les enfants entre 6 mois et 59 mois, mais l'enquêteur s'assure que cela se déroule toujours en présence d'un adulte responsable de l'enfant.

¹¹ Les questions du *Washington Group* sont posées directement aux individus impliqués, quand c'est possible. Des personnes ayant subi des incidents de protections pourraient également être interrogées, même si elles ne sont pas ciblées spécifiquement.

- **Collecte des indicateurs au niveau individuel :** correspond aux données sur les symptômes présentés par les membres de ménage, sur la situation de handicap, sur la fréquentation scolaire et sur les besoins nutritionnels. Ces données ont été rapportées au travers d'un intermédiaire pour les membres du ménage plutôt que par les individus concernés (« proxy reporting ») et sont donc à considérer avec précaution.
- **Données de base :** que ce soit pour le cadre d'échantillonnage ou la pondération des résultats lors de la phase d'analyse, le manque de données générales fiables sur la population constitue une limitation importante. Le recensement national prévu en 2023 pourrait participer à combler ce manque lors des prochaines MSNA.

Annexe 1 : Traitement et analyse des données

Les données sont collectées à l'aide de l'application KoboCollect. Afin de faciliter le processus de nettoyage des données, un contrôle quotidien est effectué et automatisé sur R, dans le but d'informer les chargés d'évaluation depuis la capitale sur les erreurs potentielles des questionnaires déjà réalisés, notamment : la durée des entretiens, les valeurs extrêmes, les suites des questions logiques, mais aussi les valeurs ajoutées manuellement dans les options « Autre, merci de préciser » afin d'ajuster quotidiennement les valeurs qui auraient été mal entrées dans l'outil de collecte. Cela permet également à chaque point focal de faire un suivi direct avec les chargés de terrain afin de faire un retour si nécessaire sur la qualité du travail réalisé sur le terrain. Ce suivi quotidien est aligné sur les normes minimales et standards de IMPACT-Initiatives¹². Un suivi particulier sur les données anthropométriques nutritionnelles collectées est effectué par un chargé d'évaluation ayant une expérience conséquente sur l'analyse des données nutritionnelles.

Un nettoyage final a été réalisé sur le logiciel R afin d'harmoniser le tout, de supprimer les questionnaires qui contiendraient un nombre trop important d'incohérences et ne satisferaient pas un niveau de qualité prédéfini. Cela inclut la durée du questionnaire dépendamment du nombre d'incohérences¹³ trouvées dans le questionnaire : tout questionnaire de moins de 30 minutes est supprimé s'il contient quatre ou plus incohérences, les questionnaires de moins de 25 minutes sont supprimés s'ils contiennent trois incohérences ou plus. Tout questionnaire MSNA de moins de 20 minutes est supprimé. Tout changement ou suppression d'enquêtes est inscrits dans un journal de nettoyage.

Une fois les données nettoyées et validées par le département de recherche du siège d'IMPACT-Initiatives, elles sont procédées dans un outil d'analyse sur R afin de produire les indicateurs clés de besoin multisectoriels, à l'échelle de la sous-préfecture et / ou par groupes de population par préfecture. Cet outil d'analyse est construit en parallèle à la collecte de données en collaboration avec chaque cluster et OCHA, avec qui sont définies les variables clés, ainsi que les seuils de sévérité associés.

L'analyse finale présente des comparatifs géographiques entre préfecture et sous-préfecture, avec, selon les thématiques, des désagrégations notamment par genre, groupe de population, type de vulnérabilités. Les données récoltées par méthodologie Hard-to-Reach ont été incluses pour compléter l'analyse globale, avec les précautions décrites plus haut.

¹² IMPACT Initiatives, [Normes minimales et standard de vérifications pour le nettoyage des données](#), janvier 2020

¹³ Une incohérence est comptabilisée si les réponses à des questions différentes sont contradictoires, si les catégories d'âge semblent mal remplies (catégorie d'âge non sélectionnée au début du questionnaire alors qu'une personne est ensuite déclarée ayant des difficultés) ou si la réponse à une question numérique est considérée comme une valeur extrême qui ne peut être confirmée soit par un retour du chargé de terrain, soit par une cohérence avec le reste du questionnaire.